

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 7 janvier 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques", a donné le 31 janvier 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 7 januari 1994 door de Vice-eerste Minister, Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen", heeft op 31 januari 1994 het volgend advies gegeven :

Préambule.

1. L'alinéa 1er est inutile et doit être omis.

2. A l'alinéa 2, devenant l'alinéa 1er, il ne faut pas seulement viser l'article 1er de la loi du 21 juin 1985, mais aussi son article 3, puisque l'article 36 en projet, sous l'article 3 du projet, tend à porter exécution de cette disposition légale.

3. A la fin de l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, on écrira :

"... ainsi que leurs remorques, modifié par les arrêtés royaux des 27 avril 1976, 16 décembre 1981 et 21 décembre 1983;".

4. En ce qui concerne l'alinéa 7, devenant l'alinéa 6, il apparaît des renseignements fournis au Conseil d'Etat que la procédure d'information prévue par l'article 8 de la directive 83/189/CEE du Conseil des Communautés européennes du 28 mars 1983 n'a pas été suivie. Il y a lieu de satisfaire à cette formalité et c'est sous réserve de son accomplissement que le présent avis est donné sur l'arrêté en projet.

.../...

Dispositif.

Article 1er.

1. Dans la phrase liminaire, on se limitera à mentionner les textes modificatifs de l'article 4, § 5, de l'arrêté royal du 10 octobre 1974; on doit donc écrire :

"... leurs remorques, modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1981, ...;".

2. Le 2^o appelle les observations suivantes :

- a) en tant qu'il attribue au Ministre des Communications ou à son délégué le pouvoir de délivrer des attestations de conformité, l'article 4, § 5, alinéas 3 et 4 en projet, paraît difficilement conciliable avec l'article 7.1 de la directive 92/61/CEE du Conseil du 30 juin 1992 relative à la réception des véhicules à moteur à deux ou à trois roues, lequel impose au seul constructeur l'obligation d'établir un tel document (1);

(1) Le délai que cette directive laissait aux Etats membres pour s'y conformer expirait le 1er janvier 1994. Pour éviter toute incohérence, l'article 4ter - adopté avant le 1er janvier 1994 - de l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur et des remorques, qui contient des dispositions semblables à celles de l'article 1er, 2^o, du projet, devrait être adapté lui aussi.

- b) les prescriptions que l'article 4, § 5, alinéa 5, en projet contient quant au contenu de l'attestation de conformité ne concordent que partiellement avec le modèle de certificat de conformité figurant à l'annexe IV, A, de la directive du 30 juin 1992;
- c) de manière plus générale, l'expression "attestation de conformité" qui est, à plusieurs reprises, utilisée par les dispositions en projet n'est pas dépourvue d'ambiguïté puisqu'elle désigne, non pas un document unique, mais des documents qui attestent de la conformité d'un véhicule, soit par rapport au type agréé conformément à l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 10 octobre 1974, soit par rapport aux règles techniques énoncées aux articles 8 à 35bis du même arrêté.

En conséquence, l'article 1er doit être fondamentalement revu, en respectant également les règles de la légistique.

Article 2.

1. La phrase liminaire doit s'écrire comme suit :

"Art. 2. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1981, est remplacé ...".

2. Des explications fournies par le fonctionnaire délégué il ressort que l'"agrément individuel pour véhicules

.../...

neufs ou usagés", visé au point II de l'article 7 en projet, concerne la vérification de la conformité des véhicules importés sans recourir au circuit normal d'importation ou de distribution par des représentants des constructeurs ou des fabricants.

Aucune disposition de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité ne confère au Roi le pouvoir d'organiser une procédure d'agrément individuel de tels véhicules (1). En particulier, un tel régime d'agrément ne peut se fonder sur l'article 1er, § 1er, 3°, de cette loi; en effet, les personnes qui pourraient être intéressées par l'obtention d'un agrément individuel n'étant pas des constructeurs ou des fabricants, le Roi est, en ce qui les concerne, sans pouvoir d'édicter les modalités selon lesquelles serait apportée la preuve que des véhicules, tels ceux visés par le projet, satisfont aux prescriptions techniques adoptées sur la base de l'article 1er, § 1er, 1°, de la loi.

Il s'ensuit que l'article 7, II, en projet, est dépourvu de fondement légal et doit être omis.

(1) Au contraire, l'article 2 de la loi attribue à l'agrément un caractère collectif, en ce sens qu'il vaut évidemment pour le prototype qui a donné lieu au procès-verbal d'agrément, mais qu'il couvre aussi la mise en circulation de tous les véhicules reconnus conformes au type agréé.

Article 3.

1. La phrase liminaire s'écrit comme suit :

"Art. 3. L'article 36 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 27 avril 1976 et 16 décembre 1981, est remplacé par la disposition suivante :".

2. A l'alinéa 1er de l'article 36 en projet relatif à la surveillance, mieux vaut écrire :

"Sont qualifiés pour rechercher les infractions au présent règlement général, les agents visés à l'article 3 de ...".

3. Comme il ne possède d'autre objet que de rappeler les dispositions de l'article 3, §§ 2 et 3, de la loi du 21 juin 1985, l'article 36, alinéa 2, en projet est inutile et doit être omis.

Article 4.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"art. 4. L'article 36bis du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 16 décembre 1981, est abrogé".

.../...

Article 6.

Selon l'article 1er, § 4, de la loi du 21 juin 1985, c'est au Roi, non au Ministre, qu'il incombe de fixer le taux des redevances à percevoir pour couvrir, en tout ou en partie, les dépenses résultant de l'application de ladite loi. L'arrêté ministériel du 18 janvier 1977 établissant le taux des redevances à percevoir pour la délivrance des procès-verbaux d'agrément et des certificats d'agrément pour véhicules est d'une légalité douteuse, puisqu'il repose sur une délégation complète des pouvoirs du Roi au Ministre des Communications. Le projet devrait donc être amendé, de manière à ce que, pour l'ensemble des véhicules visés par la loi du 21 juin 1985 (1), le montant des redevances couvrant les frais d'agrément soit fixé par arrêté royal.

(1) Et non seulement pour les vélomoteurs et motocyclettes.

Aanhef.

1. Het eerste lid is overbodig en moet vervallen.

2. In het tweede lid, dat het eerste lid wordt, behoort niet alleen te worden verwezen naar artikel 1 van de wet van 21 juni 1985, maar tevens naar artikel 3 ervan, aangezien het ontworpen artikel 36, onder artikel 3 van het ontwerp, ertoe strekt die wetsbepaling ten uitvoer te leggen.

3. Aan het slot van het derde lid, dat het tweede lid wordt, schrijve men :

"... en hun aanhangwagens moeten voldoen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 april 1976, 16 december 1981 en 21 december 1983;".

4. Wat het zevende lid, dat het zesde lid wordt, betreft, blijkt uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen dat de in artikel 8 van richtlijn 83/189/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 28 maart 1983 bedoelde informatieprocedure niet is gevolgd. Aan die formaliteit behoort te worden voldaan en dit advies over het ontworpen besluit wordt uitgebracht onder voorbehoud van het vervullen van die formaliteit.

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. In de inleidende volzin dient men zich te beperken tot het vermelden van de wijzigingsteksten van artikel 4, § 5, van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974; men schrijve dus :

"In artikel 4, § 5, van ... en hun aanhangwagens moeten voldoen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1981, ...;"

2. Bij de bepaling onder 2^o behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

- a) in zoverre het ontworpen artikel 4, § 5, derde en vierde lid, de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde de bevoegdheid opdraagt om een gelijkvormigheidsattest af te geven, lijkt het moeilijk bestaanbaar met artikel 7.1 van richtlijn 92/61/EEG van de Raad van 30 juni 1992 betreffende de goedkeuring van twee- of driewielige motorvoertuigen, waarin alleen de fabrikant verplicht wordt zulk een document op te stellen (1);

(1) De termijn die in die richtlijn aan de Lid-Staten werd gelaten om daaraan te voldoen is verstreken op 1 januari 1994. Om elke inconsistentie te voorkomen, zou arti-

- b) de voorschriften in het ontworpen artikel 4, § 5, vijfde lid, in verband met de inhoud van het gelijkvormigheidsattest, stemmen slechts gedeeltelijk overeen met het model van gelijkvormigheidsattest dat zich bevindt in bijlage IV, A, bij de richtlijn van 30 juni 1992;
- c) meer algemeen gesteld is de uitdrukking "gelijkvormigheidsattest", die meermaals wordt gebruikt in de ontworpen bepalingen, niet ondubbelzinnig aangezien zij niet verwijst naar een uniek document maar naar documenten waarin de gelijkvormigheid van een voertuig wordt bevestigd, ofwel ten opzichte van het overeenkomstig artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 goedgekeurde type, ofwel ten opzichte van de in de artikelen 8 tot 35bis van hetzelfde besluit vastgestelde technische voorschriften.

Bijgevolg moet artikel 1 grondig worden herzien, met inachtneming van de wetgevingstechnische regels.

kel 4ter - vóór 1 januari 1994 goedgekeurd - van het koninklijk besluit van 31 december 1953 houdende reglementering van de inschrijving van de motorvoertuigen en de aanhangwagens, dat soortgelijke bepalingen bevat als die van artikel 1, 2°, van het ontwerp, ook moeten worden aangepast.

.../...

Artikel 2.

1. De inleidende zin moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 2. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1981, wordt vervangen ...".

2. Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg blijkt dat de "afzonderlijke individuele goedkeuring voor nieuwe of gebruikte voertuigen", bedoeld in punt II van het ontworpen artikel 7, betrekking heeft op het nazien van de gelijkvormigheid van de voertuigen die niet langs de gewone invoer- of distributiekkanalen van de vertegenwoordigers van de constructeurs of van de fabrikanten worden ingevoerd.

Geen enkele bepaling van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, verleent aan de Koning de bevoegdheid om te voorzien in een afzonderlijke individuele goedkeuringsprocedure voor zulke voertuigen (1). In het bijzonder kan zulk een goedkeuringsregeling niet worden

(1) Integendeel, volgens artikel 2 van de wet is de goedkeuring van collectieve aard, in die zin dat zij uiteraard geldt voor het prototype waarvoor een proces-verbaal van goedkeuring is opgesteld, maar dat zij tevens geldt voor het in het verkeer brengen van alle voertuigen die gelijkvormig geacht zijn met het goedgekeurde type.

gegrond op artikel 1, § 1, 3°, van die wet; aangezien de personen die geïnteresseerd zouden kunnen zijn in het verkrijgen van een dergelijke individuele goedkeuring geen constructeurs of fabrikanten zijn, is de Koning, wat hen betreft, immers niet bevoegd om de wijze vast te stellen waarop het bewijs zou worden geleverd dat voertuigen, zoals die bedoeld in het ontwerp, voldoen aan de technische voorschriften goedgekeurd op basis van artikel 1, § 1, 1°, van de wet.

Daaruit volgt dat het ontworpen artikel 7, II, geen rechtsgrond heeft en moet vervallen.

Artikel 3.

1. De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 3. Artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 april 1976 en 16 december 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

2. In het eerste lid van het ontworpen artikel 36 betreffende het toezicht, zou het beter zijn te schrijven :

"Bevoegd om de overtredingen van dit algemeen reglement op te sporen zijn de personen bedoeld in artikel 3 van ...".

.../...

3. Aangezien het ontworpen artikel 36, tweede lid, geen ander oogmerk heeft dan het in herinnering brengen van de bepalingen van artikel 3, §§ 2 en 3, van de wet van 21 juni 1985, dient het als overbodig te vervallen.

Artikel 4.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 4. Artikel 36bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 december 1981, wordt opgeheven".

Artikel 6.

Volgens artikel 1, § 4, van de wet van 21 juni 1985, komt het de Koning toe, en niet de Minister, om het tarief te bepalen van de retributies te heffen voor de gehele of gedeeltelijke dekking van de kosten die voortvloeien uit de toepassing van de genoemde wet. Aan de wettigheid van het ministerieel besluit van 18 januari 1977 tot vaststelling van het tarief der vergoedingen te innen voor de afgifte van de processen-verbaal van goedkeuring en van de goedkeuringsdocumenten voor voertuigen kan worden getwijfeld, aangezien het gegrond is op een totale delegatie van de bevoegdheden van de Koning aan de Minister van Verkeerswezen. Het ontwerp zou dus moeten worden gewijzigd zodat het bedrag van de retributies voor de dekking van de goedkeuringskosten voor alle voertuigen bedoeld in de wet van 21 juni 1985 (1) bij koninklijk besluit wordt vastgesteld.

(1) En niet alleen voor de bromfietsen en motorfietsen.

DV.

- 14 -

L. 23.032/9.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M.
P. ERNOTTE, auditeur adjoint. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée par Mme C. DEBROUX,
référéndaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. P. ERNOTTE, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld door
Mevr. C. DEBROUX, adjunct-refe-
rendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.